FORVM GEOPOLITICA
Independent Commentary on a Fractured World



Le Jeu Migratoire et les Rues d'Europe

De la Mauritanie à la Manche, un documentaire en caméra cachée suit une filière migratoire que les institutions disent combattre tout en continuant à la financer

Claudio Grass

lun. 09 nov. 2026 7 min de lecture

Un nouveau documentaire tourné en caméra cachée vient de sortir, qui démystifie les illusions soigneusement entretenues autour de la crise migratoire en Europe. Produit par l'équipe d'investigation Muckraker et intitulé « Replacing Europe », le film suit la route ouest-africaine depuis les centres de trafic en Mauritanie, en passant par les îles Canaries et l'Espagne continentale, puis à travers la frontière française, avant de se diriger vers la Manche pour rejoindre le Royaume-Uni. Ce qu'il montre en réalité, ce ne sont pas des scènes d'urgence humanitaire, de chaos guerrier ou de menaces réelles et imminentes, mais il documente au contraire un circuit soigneusement géré, soutenu par l'argent du contribuable, des ONG, des

organisations internationales et des gouvernements qui affirment publiquement vouloir endiguer le flux tout en faisant discrètement tout ce qu'ils peuvent pour s'assurer qu'il se poursuive.

Les aveux les plus frappants du film proviennent directement de personnes au cœur même du système. Un employé de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), agissant sous l'égide de l'ONU, déclare devant la caméra que l'Espagne laisse délibérément les bateaux continuer à arriver, car les financements de l'Union européenne qui en découlent sont trop lucratifs pour être laissés de côté. Une grande ONG catholique, l'ACCEM, qui a reçu environ 225 millions d'euros en 2024, dont la grande majorité provenait de l'État espagnol, est montrée en train d'organiser le transfert des arrivants des îles vers le continent, de les héberger et de leur verser des allocations mensuelles. Des militants balisent littéralement le chemin des migrants pour les aider à échapper à la police espagnole et à trouver leur route jusqu'en France. Des centres d'accueil financés par des fonds publics les prennent ensuite en charge avec un minimum de formalités administratives. Le tableau d'ensemble est celui d'incitations institutionnelles qui récompensent le volume plutôt que le contrôle.

C'est le système de fonctionnement sur lequel repose, dans la pratique, la politique migratoire de l'UE depuis des années, et ses conséquences sont désormais visibles dans les rues. Ce mois-ci, la France a connu certaines des pires violences urbaines de ces dernières décennies. Ce qui a commencé par des manifestations étudiantes contre la dégradation des établissements scolaires et le coût de la vie s'est transformé en une vague généralisée d'incendies criminels, de pillages et d'attaques contre des biens privés et publics. À Limoges, un hôtel de ville datant du XIXe siècle a été en grande partie détruit par un incendie. Des mairies et des bâtiments publics ont été pris pour cibles, de Lille à Marseille. Plus de 1 200 policiers ont été blessés à ce jour et des milliers de commerces ont été endommagés et pillés. L'ampleur des dégâts a poussé de nombreux habitants à décrire leurs quartiers comme des zones de guerre.

L'Italie a connu des troubles similaires, tout comme l'Espagne, la Belgique et, plus récemment, l'Allemagne, où la violence s'est propagée le week-end dernier. Partout sur le continent, le même schéma se répète, et il devient indéniable que quelque chose ne tourne vraiment pas rond en Europe.

Les médias dominants ont fait preuve d'une remarquable constance dans leur façon de présenter les choses. Un article récent de Reuters, par exemple, attribue l'embrasement français et la progression plus générale de ce qu'il appelle les partis « d'extrême droite » principalement à la colère suscitée par la hausse des prix des

carburants liée au conflit iranien. Certes, la hausse des coûts énergétiques est bien réelle et douloureuse, et oui, cette guerre totalement inutile rend la vie de chacun plus difficile et plus coûteuse. Cependant, ce n'est là qu'une facette d'un échec bien plus profond, et cela n'explique certainement pas la montée de l'« extrême droite », d'autant plus que les partis qui enregistrent ces gains de popularité ont en commun une politique qu'ils défendent depuis plus d'une décennie : la réforme de l'immigration.

Les médias grand public minimisent ou omettent systématiquement de mentionner la transformation démographique et culturelle induite par des niveaux élevés et persistants d'immigration peu qualifiée, les sociétés parallèles qui se sont formées dans de nombreuses zones urbaines, la pression exercée sur le logement, les écoles, les hôpitaux et les systèmes de protection sociale, ainsi que l'érosion de la confiance qui en résulte entre les citoyens et les institutions qui les gouvernent. Lorsque le public réagit aux effets cumulés de ces politiques, l'explication privilégiée reste les difficultés économiques ou le « populisme », plutôt que les politiques elles-mêmes.

Ce n'est pas un hasard. Depuis des années, le discours dominant a présenté l'immigration de masse comme à la fois inévitable et moralement inattaquable, tandis que toute discussion sérieuse sur ses coûts budgétaires, sociaux et sécuritaires était jugée illégitime. Il en résulte un fossé grandissant entre le discours officiel et la réalité vécue. Les gens le remarquent lorsque les écoles de certains quartiers deviennent ingérables, lorsque les espaces publics semblent moins sûrs, lorsque le logement devient inaccessible, et lorsque l'État-providence est appelé à prendre en charge à la fois une population autochtone vieillissante et un afflux continu de nouveaux bénéficiaires. Ils le remarquent également lorsque les médias et la classe politique insistent sur le fait que le problème principal réside en réalité dans leur propre réaction et non dans ce à quoi ils réagissent.

Un exemple incroyable de cette attitude éhontée consistant à rejeter la faute sur les victimes s'est produit lors des émeutes en France il y a quelques semaines. Dans une vidéo largement diffusée sur Internet, Bettina Zourli, sympathisante du parti d'extrême gauche de Mélenchon, se décrivant elle-même comme « journaliste » et diplômée en études de genre, a été interpellée par une femme qui a déclaré que des émeutiers avaient menacé de la violer après qu'elle eut tenté de les empêcher de piller un magasin alors qu'elle se trouvait à l'étage de son appartement avec son enfant. La réponse de Zourli a été : « Ce sont des dommages collatéraux… La révolution n'est pas pacifique. Elle ne reste pas dans les limites ».

Des témoignages et des images montrant de prétendus « émeutiers » d'Antifa, qui semblaient en réalité être des policiers en civil agissant comme agents provocateurs, ont également été rapportés. L'affirmation était que des individus masqués commettaient des actes destructeurs ou violents (mettre le feu à des poubelles, lancer des projectiles), puis se déplaçaient ou étaient escortés vers ou derrière les lignes de police. Des vidéos et des témoignages, notamment issus des émeutes du 24 octobre dans des villes comme Montpellier, Nice et Nancy, montraient également des groupes d'extrême droite attaquant des manifestants avant de se replier derrière les lignes de police ou d'interagir avec celles-ci. Bien que ces informations restent non vérifiées selon les organismes français de vérification des faits, il est avéré que des agents en civil opèrent au sein des foules de manifestants ; il s'agit d'une pratique légale et courante dans le cadre de la doctrine française de l'ordre public, principalement à des fins de collecte de renseignements et d'arrestations ciblées.

Ce qui est clair, c'est qu'il existe des éléments au sein de l'État et certainement au sein des partis politiques qui souhaitent voir leurs propres villes partir en fumée et leurs propres citoyens devenir des victimes. Ces personnes souhaitent en réalité voir les manifestations pacifiques dégénérer ; elles se réjouissent de la violence et en espèrent davantage, jusqu'à ce que la situation atteigne un point de rupture et que la guerre civile devienne un scénario tout à fait envisageable. Elles se délectent de la destruction, elles dressent un groupe contre l'autre, elles attisent la haine et la division, et elles ne seront satisfaites que lorsqu'il ne restera plus rien à brûler.

L'Europe ne connaît pas une série de manifestations isolées contre le coût de la vie qui profiteraient par hasard à certains partis politiques. Elle subit les conséquences prévisibles d'une politique de changement démographique menée de longue date, sans consentement démocratique et par la force. Non seulement ceux qui en sont responsables ne manifestent aucun regret, aucune honte ni aucune culpabilité, mais ils en tirent une véritable joie. Nous voyons le Vieux Monde mourir sous nos yeux, et ce n'est pas une mort infligée par une main étrangère, c'est un suicide.

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Analyse France Espagne ACCEM